



**Groupement de commande du
Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) 21-52**

Etablissement support :

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DIJON BOURGOGNE
DIRECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET LOGISTIQUES**

5 Boulevard Jeanne d'Arc

B.P 77908

21079 DIJON CEDEX

Téléphone : 03 80 29 33 80

Fax : 03 80 29 35 00

MARCHE PUBLIC DE PRESTATION INTELLECTUELLE

**Gestion du risque chimique du CHU DIJON BOURGOGNE
(Audit, PDCA et suivi, Formation, Dispositif d'Alertes)**

AO N°24198

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES



1. DESCRIPTION DU MARCHE	3
1.2 Forme du marché	5
1.3 Lieux d'exécution	5
2. PIECES CONTRACTUELLES	5
3. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	6
3.1 Durée du marché	6
3.2 Délais d'exécution	6
4. PRIX	6
5. EFFECTIF ET DESCRIPTION DES ZONES A AUDITER	7
6. DROIT DE PROPRIETE INTELECTUELLE	9
7. OBLIGATIONS PARTICULIERES DU TITULAIRE	9
7.1 Obligation d'assurance	9
7.2 Respect des principes de laïcité et de neutralité	10
7.3 Respect du règlement général de protection des données personnelles	11
8. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET GARANTIES	11
9. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE REDRESSEMENT OU DE LIQUIDATION JUDICIAIRE	11
10. AVANCE	12
10.1 Bénéficiaires et montant de l'avance	12
10.2 Conditions de versement de l'avance	12
10.3 Modalités de remboursement de l'avance	12
11. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	13
11.1 Utilisation du portail de facturation Chorus	13
11.2 Paiement des acomptes et du solde définitif	13
11.3 Contenu des demandes de paiement	13
11.4 Délai global de paiement	14
11.5 Paiement des cotraitants	14
11.6 Paiement des sous-traitants	14
11.7 Changement de domiciliation bancaire	15
12. PENALITES	15
12.1 Dispositions générales	15
12.2 Liste des pénalités applicables	15
13. MODIFICATION DU MARCHE	16
14. RESILIATION DU CONTRAT ET MISE EN REGIE	16
15. REGLEMENT DES LITIGES	17
16. DEROGATIONS AU CCAG	17

1. DESCRIPTION DU MARCHÉ

1.1 Objet et contexte du marché

Premier acteur de santé de Bourgogne / Haute-Marne, le CHU Dijon Bourgogne se positionne comme un établissement de référence dans le domaine du soin, de la recherche et de la formation en santé.

Positionné dans le top 15 national en termes de recherche, le CHU Dijon Bourgogne couvre tout le spectre de la recherche en santé. Sa dynamique est organisée autour de 7 axes thématiques et transversaux et s'appuie sur un environnement de recherche et d'innovation riche, en proximité avec le soin.

Le CHU Dijon Bourgogne s'implique par ailleurs activement dans l'enseignement et la formation des professionnels de santé, que ce soit dans le cadre de leur formation initiale ou continue. Il a naturellement noué des liens étroits et historiques avec l'UFR des Sciences de Santé.

Le projet d'établissement 2024-2028, porté par l'ensemble des équipes, se fixe une ambition forte s'appuyant sur une vision stratégique prospective à 10/15 ans :

- Être l'un des dix CHU leaders nationaux, reconnu pour son offre de soin.
- Développer une visibilité en Europe et dans le monde sur 2 à 3 grandes thématiques de recherche.
- Être la clé de voûte de l'offre de soin publique régionale au bénéfice de tous : se positionner en tant qu'acteur majeur de la prévention au service des besoins de santé et de la pérennité du système de soins.
- Maintenir un ancrage régional fort et poursuivre la dynamique de développement d'activité.
- Contribuer en tant qu'acteur économique majeur à l'effort de responsabilité sociale, sociétale et environnementale, et être un créateur de valeurs durables

Le CHU de Dijon Bourgogne s'engage activement dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de vie au travail de ses agents. Cette démarche inclut la maîtrise des risques chimiques, essentielle pour garantir un environnement de travail sûr et sain, tout en préservant la santé de l'ensemble des collaborateurs.

Les risques chimiques concernent aussi bien la santé des salariés, la sécurité des personnels et des installations (incendie et explosion) que l'environnement. Pour les caractériser, il faut combiner les dangers des produits et agents chimiques avec leurs conditions de mise œuvre pouvant générer des émissions et des expositions.

Un audit des risques chimiques est un processus d'évaluation systématique destiné à identifier, analyser et maîtriser les risques liés à l'exposition aux substances chimiques dans un environnement de travail. L'objectif principal est de garantir la sécurité et la santé des employés en réduisant au minimum les risques d'exposition à des agents chimiques potentiellement dangereux.

L'audit se déroule généralement en plusieurs étapes :

Identification des substances chimiques et évaluation des risques : Recensement de toutes les substances chimiques utilisées ou présentes sur le lieu de travail, incluant les matières premières, les produits intermédiaires et les déchets.

Analyse des propriétés des substances identifiées (toxicité, inflammabilité, réactivité, etc.), des conditions d'utilisation (quantités manipulées, fréquence d'exposition, etc.), et des voies d'exposition possibles (inhalation, contact cutané, ingestion).

PDCA et suivi : Élaboration d'un rapport détaillant les conclusions de l'audit, les risques identifiés, les actions correctives recommandées, et un plan de suivi pour garantir l'efficacité des mesures mises en place. Vérification de la conformité réglementaire en matière de documentation (fiches de données de sécurité, étiquetage des produits, etc.) et

Formation : Formation pour les employés concernant la manipulation sécurisée des substances chimiques par groupe de niveau et création de capsules vidéo selon les normes de l'INRS.

Intervention en cas d'alerte : En cas d'alerte liée à un incident chimique ou à un danger spécifique, l'intervention d'une entreprise extérieure spécialisée est cruciale pour maîtriser rapidement la situation et minimiser les risques pour la santé et la sécurité des personnes présentes, ainsi que pour l'environnement.

1. **Activation de l'alerte :** Lorsqu'une alerte est déclenchée, l'entreprise extérieure est immédiatement informée de l'incident. Elle peut être contactée par téléphone, via un système d'alerte automatisé, ou par un responsable de site. L'entreprise mobilise alors son équipe d'intervention d'urgence.
2. **Mobilisation de l'équipe d'intervention :** Une équipe de spécialistes formés à la gestion des risques chimiques est dépêchée sur place. L'équipe est équipée de matériel de protection individuel (combinaisons, masques respiratoires, gants, etc.) et de matériel spécialisé pour contenir et neutraliser les substances dangereuses.
3. **Évaluation de la situation :** Une fois sur les lieux, l'équipe effectue une évaluation rapide de la situation : identification de la nature de l'incident (type de substance chimique, quantité déversée, état physique de la substance, etc.), analyse des risques pour les personnes et les infrastructures, et détermination des actions prioritaires à entreprendre.
4. **Mise en sécurité et confinement :** Les premières mesures consistent à évacuer les personnes non essentielles de la zone affectée, à établir un périmètre de sécurité, et à confiner la zone pour éviter la propagation de substances dangereuses. L'équipe détermine également les moyens de contenir les produits chimiques (barrages, colmatages, neutralisation, etc.).
5. **Intervention technique :** L'équipe procède à l'intervention technique qui peut inclure le colmatage des fuites, la récupération des substances dangereuses, la décontamination des surfaces, l'élimination des déchets produits lors de l'incident, ou toute autre action nécessaire pour maîtriser le danger.
6. **Communication avec les parties prenantes :** Tout au long de l'intervention, l'équipe reste en communication avec le responsable du site et, si nécessaire, avec les autorités locales pour coordonner l'effort d'intervention et les éventuelles évacuations ou confinements de zones élargies.
7. **Rapport et suivi :** Après l'intervention, l'entreprise rédige un rapport détaillé sur les actions menées, les observations faites sur le site, les risques résiduels potentiels, et les recommandations pour prévenir de futurs incidents. Un suivi peut également être organisé pour assurer la mise en œuvre de mesures correctives et l'amélioration des procédures de sécurité.

En résumé, un audit des risques chimiques permet d'assurer une gestion rigoureuse des substances dangereuses, contribuant ainsi à la sécurité des travailleurs et à la conformité aux réglementations en vigueur.

1.2 Forme du marché

Le marché se divise en deux parties :

- Un **marché ordinaire** pour toute la phase d'audit et les prestations associées.
- Un **accord-cadre à bons de commande** pour les prestations de formation, avec un montant maximum de **40 000 euros HT** pour la durée totale du marché.

1.3 Bénéficiaire du marché

Le présent marché concerne :

- CHU DIJON BOURGOGNE (établissement support du GHT 21-52)

1.4 Lieux d'exécution

Selon le type de prestations, ces dernières seront réalisées dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

2. PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière,
- le présent cahier des clauses particulières (CCP),
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par arrêté du 30 mars 2021,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché,
- l'offre technique du titulaire.

Le titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance des documents ci-dessus et les avoir acceptés dans leur intégralité.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer à l'accord-cadre. Il en est ainsi, sans que la liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux, des conditions générales de vente imprimés au verso des pièces contractuelles susvisées.

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du marché, et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité.

3. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

3.1 Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée de deux (2) ans à compter de sa notification.

Il est ensuite reconductible tacitement deux (2) fois par période d'un (1) an. Le titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction.

Le non-renouvellement à l'issue de la période initiale à la seule initiative du pouvoir adjudicateur devra faire l'objet d'une notification transmise par voie dématérialisée en respectant un délai de préavis de deux (2) mois avant la date d'échéance du premier terme. En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

3.2 Délais d'exécution

Le titulaire sera tenu de réaliser les prestations dans les délais indiqués dans son offre.

4. PRIX

4.1 Dispositions générales

Le marché fait l'objet d'un prix mixte, à la fois forfaitaire et unitaire.

Concernant le prix unitaire, il correspond au(x) montant(s) des formations, indiqué(s) dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Concernant le prix forfaitaire, indiqué dans le Détail du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, il comprend également toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais afférents aux déplacements jusqu'aux lieux d'exécution de la mission.

Les prix du marché sont fermes pour la durée du marché.

4.2 Mise en œuvre de l'indemnité d'imprévision

Le droit du titulaire à indemnité peut être reconnu lorsque, même après application des clauses contractuelles, l'économie du contrat est bouleversée.

Dans l'hypothèse où l'augmentation du prix entraîne un bouleversement temporaire de l'économie du contrat, le titulaire du marché concerné peut solliciter une indemnité sur le fondement de la théorie de l'imprévision, à

condition de démontrer que cette augmentation était imprévisible, soit dans sa survenance, soit dans son ampleur. L'évènement doit être extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (article L.6 du Code de la Commande Publique).

Dans le cas d'une demande d'indemnisation, il appartient au titulaire :

- D'apporter tous les justificatifs comptables nécessaires,
- De justifier le prix de revient et la marge bénéficiaire au moment où le titulaire a remis son offre, et ses débours au cours de l'exécution du marché.

L'indemnité accordée ne peut couvrir qu'une partie du déficit subi. Le titulaire doit prendre à sa charge le coût de l'aléa économique « normal » inhérent à tout contrat.

La mise en œuvre de la théorie de l'imprévision ne peut être que temporaire.

5. EFFECTIF ET DESCRIPTION DES ZONES A AUDITER

Les zones à évaluer sont répertoriées ci-dessous :

- PBHU, plateforme de biologie hospitalo-universitaire
- Chambre mortuaire
- Stérilisation UGDRE
- Pharmacie à usage intérieure (PUI) : Plateforme Hospitalier Approvisionnement (PHA) + site François Mitterrand (FM)
- Institut de la fertilité

Zone à évaluer	Nombre de personnes	Activité de la zone
PBHU, plateforme de biologie hospitalo-universitaire	307	<p>Le Pôle de Biologie et Pathologie regroupe les différentes activités de biologie (hors biologie de la reproduction) et l'anatomo-cyto pathologie. Les activités médico-techniques sont réalisées au sein de la Plateforme de Biologie Hospitalo-Universitaire Gérard Mack, ou PBHU (ex-PTB), bâtiment d'une surface de 13.000 m² qui accueille également l'Etablissement Français du Sang. La PBHU s'appuie également sur un centre de prélèvement situé sur le site de l'hôpital François Mitterrand, ouvert à tous, et qui accueille plus de cent patients par jour.</p> <p>La PBHU offre une activité de biologie médicale et de pathologie au sein de 6 services avec 12 secteurs d'activités : plus de 300 professionnels de santé médicaux, paramédicaux, administratifs et logistiques assurent la prise en charge de 4.95 millions d'actes de Biologie, 36790 actes de Pathologie conventionnelle et 6937 actes de Pathologie moléculaire, sans compter les activités d'expertise, de recherche, de formation et d'enseignement.</p> <p>Le Pôle de Biologie et Pathologie s'inscrit notamment dans un processus d'amélioration de la performance en matière de diagnostic, de développement d'activités innovantes et de système de</p>

		management de la qualité. Le laboratoire de biologie et pathologie est ainsi accrédité par le Comité Français d'Accréditation (COFRAC) depuis 2013.
Chambre mortuaire	13	<p>L'institut médico-légal (IML) se situe au sein de la chambre mortuaire.</p> <p>Lors des autopsies des prélèvements à visée judiciaire sont réalisés par les médecins légistes. Les morceaux d'organes sont conservés dans des pots contenant du formol.</p> <p>Un bidon de formol dilués à 10 % se trouve au-dessous de la table de macro et par un système de robinet, le légiste remplit le contenant. Il y a plusieurs lieux de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pièce sans ventilation : bidon de formol pur. Le formol dilué à 10% est fait par un agent de chambre mortuaire sous hotte dans une pièce spécifique. Ce bidon est de suite installé sous la table de macro. - Armoires ventilée + étagères non ventilée : prélèvements scellés en attente de mise à disposition de la justice - Pièce sans ventilation : prélèvements descellés en attente de destruction <p>En théorie tout le formol devrait être stocké dans des armoires ventilées mais faute de place ils sont laissés en dehors dans différentes pièces.</p> <p>Autres risques chimiques : le produit Prionicide pour la décontamination de l'instrumentation. Actuellement c'est NEODISHER SEPTOCLEAN en remplacement de l'ALKA 100 (en rupture).</p>
Stérilisation UGDRE	20	<p>L'Unité de Gestion Des Risques en Endoscopie est un service composé d'une 20aine de professionnels, elle centralise toutes les activités de traitement et de désinfection des endoscopes souples et des sondes d'échographies trans-oesophagiennes (ETO) de l'établissement quels que soient :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le lieu de réalisation de l'endoscopie (intégré dans un bloc opératoire, en plateau technique dédié, en consultation, au lit du patient), - son objectif (endoscopie diagnostique ou interventionnelle), - la spécialité (endoscopie digestive, bronchique, ORL, urologique, gynécologique, cardiologique (écho-endoscopies,...) en réanimation etc.). <p>Cette unité est certifiée ISO 9001 depuis 2016.</p>
Pharmacie à usage intérieure (PUI) : Plateforme Hospitalier Approvisionnement (PHA) + site François Mitterrand (FM)	170	<p>La pharmacie à usage intérieur (PUI) du CHU Dijon Bourgogne est un pôle, qui regroupe environ 170 personnels médicaux et paramédicaux, il est localisé sur deux sites géographiques :</p> <p>➔ Le Site de l'Hôpital F. Mitterrand (FM) au RCH-1 avec un plateau technique de production pharmaceutique où sont réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les préparations des chimiothérapies anticancéreuses, - Les préparations des biothérapies,

		<ul style="list-style-type: none"> - Les préparations stériles et non stériles, - Le contrôle des préparations et des matières premières et un secteur d'essais cliniques au bâtiment Courtois qui comprend la gestion, l'approvisionnement, la dispensation et la traçabilité des médicaments expérimentaux (CarTcell...). <p>→ Le site de la Plateforme Hospitalière d'Approvisionnement (PHA) qui regroupe un secteur PUI et Magasin. Elle assure le stockage, la dispensation des médicaments et des produits magasin à l'ensemble des services de l'établissement.</p>
Institut de la fertilité	31	<p>L'Institut de la Fertilité est le centre d'Assistance Médicale à la Procréation et Biologie de la Reproduction. Il est composé d'un secteur clinique (AMP) et d'un secteur biologique (BDR). Ce secteur biologique, associé à la PBHU, est géographiquement situé au sein du pôle Gynécologie-Obstétrique et Biologie de la Reproduction. Le secteur biologique est composé de 2 zones laboratoires dont un utilisant certains produits chimiques. Ils sont utilisés pour les examens de diagnostic en spermologie (cytologie, coloration...). Il est également équipé de 2 salles de cryoconservation avec remplissage automatique d'azote liquide et gazeux. Ces 2 salles répondent aux exigences réglementaires de sécurité, comme précisée dans le décret du 05/10/2023.</p>

6. DROIT DE PROPRIETE INTELECTUELLE

Il sera fait application des dispositions de l'article 35 du CCAG-PI.

7. OBLIGATIONS PARTICULIERES DU TITULAIRE

7.1 Obligation d'assurance

Le titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels doivent avoir souscrit un contrat d'assurance de responsabilité civile garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'ils peuvent encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels et/ou immatériels causés à l'occasion de la réalisation de leur mission.

Ces contrats doivent être en vigueur à la date du début d'exécution du marché et couvrir l'ensemble des dommages et ce pour un montant suffisant de manière à ce que le pouvoir adjudicateur ne soit jamais inquiété par la réclamation des tiers et qu'il puisse être indemnisé de ses propres préjudices.

Les garanties devront être reconduites d'année en année pendant toute la durée du contrat.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander la communication des plafonds de garantie et exiger, si les circonstances le justifient, l'augmentation de tel ou tel de ces plafonds.

7.2 Respect des principes de laïcité et de neutralité

Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur, chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis au pouvoir adjudicateur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Le titulaire informe les usagers du service public des dispositifs leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Ces informations doivent s'accompagner des coordonnées du service référent de l'acheteur.

Il informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté :

- soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 500 euros HT par jour, puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

7.3 Respect du règlement général de protection des données personnelles

Pour l'exécution du marché, le titulaire, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit Règlement Général sur la Protection des Données RGPD) et la loi n°7817 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Ainsi, le titulaire garantit mettre en place toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer la protection de données à caractère personnel auxquelles il aura accès ou qui lui seront communiquées notamment leur sécurité et leur confidentialité.

Le titulaire s'engage à l'issue des prestations à procéder à la suppression des données qui lui ont été communiquées à la seule fin de la réalisation de celles-ci ou à les restituer au maître d'ouvrage selon ses indications.

8. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations seront admises dès lors que le rapport d'audit sera transmis au pouvoir adjudicateur et jugé conforme par celui-ci.

Pour les formations, les prestations sont admises à réception du document de présence rempli lors des formations.

Pour les alertes, les prestations sont admises dès lors que le compte-rendu d'intervention sera transmis au pouvoir adjudicateur et jugé conforme par celui-ci.

9. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE REDRESSEMENT OU DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

Si le titulaire fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, il doit immédiatement notifier le jugement déclarant l'ouverture de la procédure au pouvoir adjudicateur. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code

de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus précisé. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

10. AVANCE

10.1 Bénéficiaires et montant de l'avance

En application de l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-18 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Pour les marchés subséquents dont la durée est inférieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % du montant initial toutes taxes comprises du marché. Pour les marchés subséquents dont la durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Conformément à l'article R2191-7 du Code de la commande publique, ces taux sont portés à 10,00 % lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

10.2 Conditions de versement de l'avance

L'avance sera versée, dans le délai global de paiement, à compter de la date de début d'exécution du contrat.

Au regard du taux de l'avance accordée, aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10.3 Modalités de remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire

à titre d'acompte ou de solde et débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

11. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

11.1 Utilisation du portail de facturation Chorus

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation CHORUS, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et en l'invitant à utiliser «Chorus».

11.2 Paiement des acomptes et du solde définitif

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Les prestations seront réglées en fonction de l'état d'avancement des prestations.

11.3 Contenu des demandes de paiement

Les demandes de paiement doivent comporter les mentions suivantes :

- l'identification du créancier : dénomination sociale, adresse du titulaire, n° SIRET, mention RCS et ville où se trouve le greffe où il est immatriculé ;
- l'identification du débiteur : nom et adresse ;
- la désignation du payeur, avec l'indication du code d'identification du service chargé du paiement ;
- le numéro de l'accord-cadre ainsi que le numéro de bon de commande ou du marché subséquent ;
- un numéro unique d'identification basé sur une séquence chronologique et continue ;
- la date d'émission de la facture ;
- la période de facturation ;
- la dénomination précise des prestations réalisées ainsi que leur date d'exécution ;
- le prix hors taxes des prestations réalisées ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations réalisées ;
- le cas échéant, le détail des calculs du coefficient d'actualisation des prix ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- le cas échéant, le renseignements relatifs aux déductions et versements complémentaires ;
- en cas de groupement conjoint, le montant des prestations effectuées par chaque membre ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations réalisées par le sous-traitant, leur montant total HT

ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT.

Il est précisé qu'étant assimilées à des factures, les demandes de paiement doivent également comporter les mentions obligatoires prévues par la loi et les règlements en vigueur et qui ne sont pas citées ci-dessus.

Le titulaire devra annexer à sa demande de paiement la justification des prestations réalisées.

11.4 Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de cinquante (50) jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le titulaire renonce à suspendre les garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives.

11.5 Paiement des cotraitants

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. La demande de paiement comporte dès lors autant de parties qu'il y a de membre du groupement.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

11.6 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le sous-traitant adresse également, par voie électronique, sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de la preuve de réception de la demande par le titulaire (accusé de réception, récépissé de remise en main propre ou avis postal attestant que le pli a été refusé ou non réclamé). Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le titulaire a quinze (15) jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur du marché, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze (15) jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

11.7 Changement de domiciliation bancaire

Le cas échéant, toute modification de coordonnées bancaires, en cours de marché, fera l'objet d'une demande expresse de la part du titulaire, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnée du nouveau RIB (IBAN) et stipulant le(s) numéro(s) de marché(s) concerné(s) par ce changement.

Ce courrier sera obligatoirement signé par une personne habilitée à engager la société.

La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être engagée en cas de retard pris pour le traitement de l'information, si le formalisme demandé n'est pas respecté.

12. PENALITES

12.1 Dispositions générales

Les pénalités sont :

- sauf stipulation contraire, appliquées de plein droit sans mise en demeure préalable,
- cumulatives,
- plafonnées à la moitié du montant du marché ou du bon de commande,
- stipulées à titre purement comminatoire, sans aucun caractère libératoire et sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur pourrait prétendre.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant des pénalités sera déduit des sommes dues au titulaire.

12.2 Liste des pénalités applicables

Le titulaire encourt les pénalités suivantes :

Nature de la pénalité	Montant de la pénalité
Retard dans la remise des livrables au-delà de 5 jours ouvrés	25 € par jour de retard
Non-respect des dates et période de visite	50 € par jour de retard
Non-respect du délai d'intervention en cas d'alerte	200 € par jour de retard

13. MODIFICATION DU MARCHÉ

13.1 Dispositions générales

Conformément à l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique, la modification du marché ne peut intervenir que dans un nombre d'hypothèses limitativement énumérées qui sont les suivantes :

- les modifications sont prévues dans les documents contractuels initiaux ;
- des services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- les modifications ne sont pas substantielles ;
- les modifications sont de faible montant.

Toute modification du marché fera nécessairement l'objet d'un acte écrit avant de pouvoir être appliquée.

Dans les cas où aucun accord entre les parties ne serait trouvé, le marché pourra être résilié de plein droit par le pouvoir adjudicateur sans indemnisation du titulaire.

13.2 Marché complémentaire

En application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la date de notification du marché.

14. RESILIATION DU CONTRAT ET MISE EN REGIE

Les dispositions du CCAG PI relatives à la résiliation du marché (articles 36 à 42), sont applicables avec les apports et précisions suivants :

- Si le titulaire du contrat ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail, la personne publique pourra, après mise en demeure préalable, résilier le contrat sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.
- Si le titulaire ne respecte pas la procédure d'évaluation prévue par le référentiel diffusé par le haute Autorité de Santé.

- En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

15. REGLEMENT DES LITIGES

Il est précisé que seul le droit français est applicable.

Avant de se diriger vers la voie contentieuse, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des différends ou Litiges relatifs aux marchés publics prévu par l'article R. 2197-1 du Code de la commande publique ou au Médiateur des entreprises prévu par l'article R. 2197-23 du Code précité.

Ces deux instances peuvent être saisies de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. La première recherche les éléments de fait et de droit afin de proposer une solution amiable et équitable alors que la seconde agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

Il est précisé qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

En cas d'échec de la procédure amiable, la juridiction compétente pour connaître des litiges est le Tribunal administratif de DIJON.

16. DEROGATIONS AU CCAG

Le tableau suivant recense les dérogations apportées au CCAG-PI :

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il et dérogé	Objet
9	28.4.2	opérations de vérification
13	14.1, 14.2, 14.3	Pénalités

Document en date du	Rédacteur	Vérificateur	Signataire
24/01/2025	J. BARNET Juriste	B. ROLLIN Responsable	K. BOUYAHIAOUI Directeur DAER



